

À Viggianello, maires et élus mènent le blocus des déchets

L'entrée au centre d'enfouissement est filtrée depuis hier matin. Seuls les camions de la communauté de communes du Sartenais-Valinco-Taravo peuvent passer. La fermeture s'affiche face à la collectivité de Corse

Paul-Marie Bartoli, Michel Trami, Vincent Micheletti, Jacques Nicolai, Pierre Gianfarani, Mireille Istria, Marie-France Giovanni, François Paolini... hier, à 6 heures du matin, bon nombre des maires des 18 communes du Sartenais-Valinco-Taravo, de tous bords politiques, se tenaient en sentinelle à l'entrée de la petite route qui mène au centre d'enfouissement de Viggianello. "Ceux qui n'ont pas pu venir nous ont assurés de leur soutien ou ont envoyé leurs adjoints. À l'exception du maire de Sartène", souligne Jean Pajanacci, le président de l'interco. À leurs côtés, des membres du collectif Valinco Lindu et des riverains : "Nous existons depuis 2016 mais ce sont les élus qui ont pris la décision de bloquer. Nous les suivons", précise Frédéric Langi, membre du collectif.

À Viggianello, contrairement à Vico où un collectif a obtenu la fermeture définitive du site en mars 2017, le blocage ne vient pas d'une initiative citoyenne. Mais d'élus qui, après trois années de solidarité, ont le désagréable sentiment d'être les dindons de la farce.

Ainsi, lundi soir, le conseil communautaire du Sartenais-Valinco-Taravo a-t-il voté le refus de l'extension (de plus de 220 000 tonnes) de la capacité d'enfouissement du site de Viggianello que s'approprient à leur proposer le Syvadec et la collectivité de Corse (CDC). Et de ne plus recevoir les déchets venus des autres territoires que le leur.

"Il nous faut des sentinelles"

La situation est simple, disent-ils : "Nous avons signé un accord avec le Syvadec, la collectivité et l'État qui stipulait que nous n'augmenterions plus la capacité d'enfouissement. Or, ils veulent créer un dôme au-dessus du casier à saturation, soit un retour dix ans en arrière, à la déchetterie à ciel ouvert. Nous ne pouvons recevoir plus que 30 000 tonnes dans le casier. Juste assez pour nos propres poubelles et tenir jusqu'à fin 2020, date de la fermeture administrative du centre."



Les élus du Sartenais-Valinco-Taravo, les membres du collectif Valinco Lindu et des riverains filtrent l'entrée du site d'enfouissement de Viggianello depuis hier matin.

Hier matin, aucune tension n'était palpable à Viggianello puisque seuls les camions de l'interco se sont présentés. "Nous avions envoyé un mail pour prévenir tout le monde. Nous nous doutions qu'ils n'enverraient rien aujourd'hui. Mais nous allons rester vigilants", assure Jean Pereney, 1^{er} adjoint de Viggianello en charge du dossier à l'interco.

Les élus se concertent sur la stratégie à mener pour un filtrage efficace : "Il nous faudrait une sentinelle à Roccapina et une autre à Casabianca. À Sartène, j'y suis, j'alerte dès que je vois un camion passer qui n'est pas de chez nous", suggère Anne Lahertrandie.

"L'Alta Rocca nous a appelés ce matin, lance Jean Pajanacci, le président de la communauté de communes à Paul-Marie Bartoli, le maire de Propriano. Ils nous demandent de prendre leurs poubelles. On leur a dit non."

Vêtu d'un gilet orange de sécurité, Anne Lahertrandie, vice-présidente de la communauté de com-

munes, arrête les voitures sur la route territoriale. Sous le regard de quatre gendarmes. Les automobilistes s'exécutent volontiers, lancent des encouragements et signent la pétition tendue : "Non à l'extension du centre d'enfouissement des déchets de Viggianello."

À 10h30, plus de 200 personnes l'ont signée. À 15h, après un tour dans les rues de Propriano, 350 noms y étaient apposés.

"Nous ne bougerons pas"

Après plus de trois années de solidarité sans faille, d'extension en extension de capacité d'enfouissement, de conciliations en accords, la confiance avec la collectivité de Corse, le Syvadec et l'État est rompue. Et la solidarité a laissé place à la colère. "À Mottifau, ils ont peur du ruissellement sur leur terre, ils parlent de leurs captages d'eau. Mais nous aussi nous avons une terre qui est belle, des captages et une agriculture. Pourquoi continuerions-nous à être la poubelle de la

Corse tandis que personne ne veut prendre le relais ?" s'exclame Anne Lahertrandie. "Ils ne nous croient pas mais nous sommes déterminés et nous irons jusqu'au bout. Nous ne laisserons plus passer", souligne Jean Pajanacci, soutenu par Joseph Giovanni, le conseiller communautaire de Grossa. "Nous, nous disons : 'Plus chez nous !' Eux, disent : 'Pas chez nous !' ", ajoute Jean Pereney.

Hier matin, les élus du Sartenais-Valinco-Taravo n'avaient reçu aucun appel de l'exécutif corse. "C'est le silence radio. Rien de l'exécutif, rien de l'État. Du côté du Syvadec, François Tatti nous a passé un coup de fil. Il nous a dit : 'Alors ?' Alors nous, nous ne bougerons pas et nous ne voulons plus discuter de toute façon, et quel qu'ils nous disent", déclare un élu. Absents à Viggianello, les acteurs de la gestion des déchets ont finalement répondu aux médias dans l'après-midi. S'il est difficile de comprendre la réaction du Sartenais-Valinco-Taravo, François Sargentini, président de l'office de l'environnement, en appelle "à la

responsabilité des Corses" et égrène les grandes lignes de la stratégie mise en œuvre par la CDC, à savoir la création de centres multifonctions à Bastia et Ajaccio et l'ouverture d'ici deux ans de deux ou trois centres de stockage. En revanche, aucune piste n'est donnée quant à la résolution immédiate de la crise qui vient d'éclater. La directrice du Syvadec, Catherine Luciani, fournit pour sa part des données chiffrées sur le tonnage enfoui et les capacités des deux sites insulaires. Enfin, Brigitte Dubeuf, directrice de projet auprès de la préfecture de Corse, rappelle que l'État n'a aucune compétence dans la gestion des déchets : "Il s'agit d'une compétence de la collectivité. En cas de crise, l'État intervient comme médiateur. Actuellement, nous accompagnons le Syvadec et la CDC. Du côté de Viggianello, les élus commentent : 'Les choses vont vraiment bouger quand les rues d'Ajaccio et Bastia seront inondées de déchets.'"

CAROLINE MARCELIN
caroline.marcelin@corsematin.com

LE CHIFFRE
1/3
Un tiers de leur production quotidienne de déchets à enfouir : c'est ce que les 19 collectivités membres du Syvadec peuvent depuis hier envoyer vers le centre de Prunelli di Fium'Orbo.